

DÉLIBÉRATION

Membres en exercice : 80

Présents : 42

Pouvoirs : 15

CONSEIL DE TERRITOIRE SEANCE DU 21 FEVRIER 2019 A 20H00

Délibération CT2019/02/21-39 – Délégation des dispositifs d'autorisation de mise en location, de déclaration de mise en location et d'autorisation préalable de division à la Ville de Clichy-sous-Bois

Rapporteur : Eric SCHLEGEL, 2^{ème} Vice-président

DATE DE CONVOCATION : 15 février 2019

PRÉSIDENCE de Michel TEULET, Président de l'établissement public territorial Grand Paris Grand Est

LIEU DE RÉUNION : salle du Conseil de Noisy-le-Grand, place de la Libération à Noisy-le-Grand (93160)

PRÉSENTS : Mmes et MM. ALLEMON Eric, AMERICO Michel, AMORE Félicité, ARCHIMEDE Pierre, AUBRY Bénédicte, BARBIERI Michel, BARRAUD Amélie, BARTH Franck, BOUCHER Martine, BOYER Jean-Pierre, CALMEJANE Patrice, CAPILLON Claude, COPPI Katia, CRANOLY Rolin, DALLIER Philippe, DELORMEAU Christine, DEMUYNCK Christian, EPINARD Serge, FICCA Grégory, FIGEL-MARTEL Sylvie, GUILBERT Georges, HAEGE Dominique, HARDEL Patrice, HELENON Joëlle, HUART Marie-Claude, ISCACHE Martine, KLEIN Olivier, LE MASSON Gilbert, LE TALLEC Bernard, LEMOINE Xavier, MAGE Pierre-Etienne, MAHEAS Jacques, MARTINACHE François, RATEAU Chantal, RICHARD Stéphanie, ROY Patrice, SCHLEGEL Eric, SCHUMACHER Alain, TESTA Richard, TEULET Michel, TORO Ludovic, VIEUX-COMBE Evelyne.

ABSENTS/POUVOIRS : Mmes et MM. AMOZIGH Joëlle (pouvoir à MAHEAS Jacques), AWAD-SHEHATA Stéphanie, BAILLY Dominique, BENTAHAR Abdelkader, BLUTEAU Jean-Michel, BODIN Roger, BORDES Roselyne, BOUDJEMAI Kaïssa, BOURICHA Fayçale, BOUVARD Jacques (pouvoir à BOYER Jean-Pierre), CADORET Henri (pouvoir à TEULET Michel), CARBONNELLE Serge, CHOULET Michèle, CISSE Mariam, CLAVEAU Michèle (pouvoir à ALLEMON Eric), DESHOQUES Monique (pouvoir à CAPILLON Claude), FAUBERT Jacques, FAUCONNET Jean-Paul, GAUTHIER Christine (pouvoir à COPPI Katia), GENESTIER Jean-Michel (pouvoir à RATEAU Chantal), ITZKOVITCH Ivan, LELLOUCHE Nicole, MALJEAN Jean-Pierre (pouvoir à AMORE Félicité), MANTEL Aurélie, MARSIGNY Brigitte, MARTIN Pierre-Yves (pouvoir à LEMOINE Xavier), MARTINS Marylise, MAUPOUSSIN Stéphanie, METTEIL Magali (donne pouvoir à MAGE Pierre-Etienne), MIERSMAN Michel (pouvoir à EPINARD Serge), MILOTI Donni, PELISSIER André (pouvoir à MARTINACHE François), PRUDHOMME Gérard, REYGNAUD Marie-Françoise (pouvoir à SCHUMACHER Alain), SARDA Patrick (pouvoir à DALLIER Philippe), TAYEBI Samira (pouvoir à DELORMEAU Christine), THIBAUT Magalie, VAVASSORI Patricia.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : M. BARTH Franck

LE CONSEIL DE TERRITOIRE,

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 59 XV,

VU le décret n°2015-1662 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand-Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Noisy-le-Grand,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 1612-12, L 2312-1, L 5211-36, L 5219-2 et L 5219-5,

VU la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite loi ALUR, et en particulier les articles 91, 32 et 93 du chapitre 3 de son titre II "Renforcer les outils de lutte contre l'habitat indigne", section 3 "Améliorer la lutte contre les marchands de sommeil et l'habitat indigne",

VU l'arrêté ministériel du 8 décembre 2016 relatif aux modalités de constitution du dossier de demande d'autorisation de travaux conduisant à la création de locaux à usage d'habitation dans un immeuble existant,

VU le décret n°2016-1790 du 19 décembre 2016 relatif aux régimes de déclaration et d'autorisation préalable de mise en location,

VU les articles L 634-1 à L 635-11 et R 634-1 à R 635-4 du code de la construction et de l'habitation relatifs aux autorisations préalables de mise en location et déclarations de mise en location,

VU les articles L 111-6-1-1 à L 111-6-1-3 du code de la construction et de l'habitation relatifs aux règles générales de division,

VU le Programme Local de l'Habitat 2013-2019, approuvé le 20 décembre 2012 par le Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération de Clichy-sous-Bois / Montfermeil et s'appliquant sur les communes de Clichy-sous-Bois et Montfermeil, notamment les actions 3 et 4 relatives à la lutte contre les marchands de sommeil et contre la dégradation du tissu pavillonnaire,

VU la délibération N° CT2017/09/26-14 du Conseil de territoire du 26 septembre 2017 mettant en œuvre l'autorisation préalable de mise en location, la déclaration de mise en location et l'autorisation préalable de division sur le territoire communal de la Ville de Clichy-sous-Bois, excepté le territoire de l'ORCOD (Opération de Requalification des Copropriétés dégradées) et les propriétés des bailleurs sociaux avec une entrée en application au 1^{er} avril 2018,

VU la délibération N°CT2017/11/28-08 du Conseil de territoire du 28 novembre 2017 mettant en œuvre l'autorisation préalable de mise en location, la déclaration de mise en location et l'autorisation préalable de division sur périmètre de l'ORCOD (Opération de Requalification des Copropriétés dégradées) avec une entrée en application au 1^{er} juin 2018

VU la délibération N° CT2018/09/25-16 du Conseil de territoire du 25 septembre 2018 modifiant le périmètre d'autorisation préalable de mise en location, la déclaration de mise en location et l'autorisation préalable de division sur le territoire communal de la Ville de Clichy-sous-Bois,

VU l'article L5219-1-II du CGCT et la délibération n°CM2018/12/07/01 du Conseil de la Métropole du Grand Paris sur l'intérêt métropolitain en matière d'habitat du 7 décembre 2018.

VU l'article 188 de la Loi Elan n°2018/1021 du 23 novembre 2018, qui modifie le titre III du livre VI du code de la construction et de l'habitation.

CONSIDÉRANT que l'EPT Grand Paris Grand Est dispose de la compétence Habitat sur son territoire, dans le cadre de la politique contre le logement insalubre et les marchands de sommeil depuis le 1^{er} janvier 2019,

CONSIDÉRANT qu'il convient d'obtenir une autorisation préalable de mise en location pour tous les logements de la commune de Clichy-sous-Bois, à l'exception des logements mis en location par un organisme de logement social et ceux faisant l'objet d'une convention prévue à l'article L. 351-2 du code de la construction et de l'habitation,

CONSIDÉRANT que les services instructeurs de la ville sont plus à même d'instruire les demandes des dispositifs d'autorisation préalable de mise en location, de déclaration de mise en location et d'autorisation préalable de division situées sur son territoire.

CONSIDÉRANT que la Ville de Clichy-sous-Bois a émis par délibération de son conseil municipal du 19 février 2019 le souhait d'obtenir la délégation des dispositifs d'autorisation préalable de mise en location, de déclaration de mise en location et d'autorisation préalable de division,

Après en avoir délibéré,

- **A l'unanimité**

DECIDE de déléguer à la commune de Clichy-sous-Bois la mise en œuvre et le suivi, sur son territoire, des articles L. 634-3 à L. 634-4 s'agissant des zones soumises à déclaration de mise en location et des articles L 111-6-1-1 à L 111-6-1-3 du code de la construction et de l'habitation relatifs aux règles générales de division s'agissant de l'autorisation préalable de division,

DECIDE de déléguer à la commune de Clichy-sous-Bois la mise en œuvre et le suivi, sur son territoire, des articles L.635-1 et suivants et R635-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation, relatifs à l'autorisation préalable de mise en location.

PRECISE que, conformément à l'article 188 de la loi ELAN, le maire de chaque commune délégataire adressera à l'établissement un rapport annuel sur l'exercice de cette délégation des dispositifs d'autorisation préalable de mise en location, de déclaration de mise en location et d'autorisation préalable de division.

Ainsi fait et délibéré en séance, le 21/02/2019.



Le Président,

Michel TEULET

Le Directeur général des services,
par délégation du Président,
certifie le caractère exécutoire du présent
acte reçu en Préfecture le

Affiché - Notifié le
Le Directeur général des services,
Guillaume Clédière

06 MARS 2019

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication ou de notification, auprès du Tribunal Administratif de Montreuil sis 7, rue Catherine Puig à Montreuil (93558). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site Internet www.telerecours.fr.